

Problématique d'accès aux services urbains dans les zones d'extension des métropoles d'Afrique subsaharienne : cas de l'eau potable dans la banlieue nord-ouest de Lomé

Kossi AFELI*

Résumé

La dynamique urbaine qui caractérise de nombreuses villes d'Afrique subsaharienne depuis les indépendances a entravé la vision globale des villes et en particulier du circuit de l'eau. Cette croissance fulgurante a un impact sur la desserte en eau de certains espaces urbains qualifiés, selon les époques et les lieux, de périphériques, de bidonvilles, d'irréguliers. Les causes de cette situation résident essentiellement dans la croissance démographique et spatiale importante qu'ont connue ces villes ces dernières années et les problèmes d'équipements qui en découlent (A. Dubresson, 2003, p. 109). C'est dans ce contexte que s'inscrit Lomé où la question d'accès à l'eau potable est devenue un problème crucial. Dans cette métropole côtière, moins d'un tiers de la population est connectée au réseau d'eau fournie par la Société Togolaise des Eaux (TdE) ; unique acteur public dans le domaine en milieu urbain (K. G. Nyassogbo, 2005, p. 26), et la situation semble plus préoccupante dans les quartiers périphériques. En effet, dans ces nouveaux quartiers, l'accès à l'eau constitue "un souci permanent" pour la population et un "défi de taille" pour les autorités (K. Biakouyé, 2007, p. 157). L'objectif de cette étude est de montrer les problèmes d'accès en eau potable auxquels sont confrontés les citoyens dans les quartiers périphériques. La méthodologie de travail est axée sur la recherche documentaire, l'observation, l'entretien et l'enquête par questionnaire. Au total, 448 personnes ont été enquêtées. Les résultats révèlent que 14% des ménages sont domiciliés à la TdE et 71% s'approvisionnent en eau de forages, les points de vente et 13% des enquêtés font recours à l'eau de puits dont les conditions hygiéniques sont déplorable. Le rapport du profil de pauvreté indique que dans la métropole de Lomé « Plus de quatre ménages sur dix utilisent le forage/puits équipés de

* Département de Géographie, Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société, Université de Lomé (Togo)
E-mail : kossiafeli@yahoo.fr

pompe (43,4%) ; le robinet public extérieur (21,3%) et le robinet dans le logement ou la concession (14,5%) comme principale source d'approvisionnement en eau de boisson », (QUIBB, 2015, p. 29).

Mots-clés

Lomé-métropole (Togo), banlieue, services urbains, eau potable.

Abstract

The urban dynamics that characterize many cities in sub-Saharan Africa since independence has hampered the overall vision of cities and in particular of the water circuit. This rapid growth has an impact on the water supply to certain qualified urban spaces, depending on the time and place, on the outskirts, shanty towns, and irregular ones. The causes of this situation lie mainly in the significant demographic and spatial growth experienced by these cities in recent years and the resulting equipment problems (A. Dubresson, 2003, p. 109). It is in this context that Lomé takes place, where the issue of access to drinking water has become a crucial problem. In this coastal metropolis, less than a third of the population is connected to the water network provided by the Togolese Water Company (TdE); sole public actor in the field in urban areas (K. G. Nyassogbo, 2005, p. 26), and the situation seems more worrying in the outlying districts. In fact, in these new neighborhoods, access to water is "a permanent concern" for the population and a "major challenge" for the authorities (K. Biakouyé, 2007, p. 157). The objective of this study is to show the problem of drinking water supply and the sources of water access to households in the north-western districts of Lomé. The work methodology is based on documentary research, observation, interview and questionnaire survey. In total, 448 people were surveyed. The results reveal that 14% of households are domiciled at the TdE and 71% obtain water from boreholes, points of sale and 13% of respondents use well water, the hygienic conditions of which are deplorable. The poverty profile report indicates that in the metropolis of Lomé "More than four out of ten households use the borehole / well equipped with a pump (43.4%); the external public tap (21.3%) and the tap in the dwelling or concession (14.5%) as the main source of drinking water supply ", (QUIBB, 2015, p. 29).

Keywords

Lomé-metropole (Togo), Suburbs, Urban services, Drinking water.

Introduction

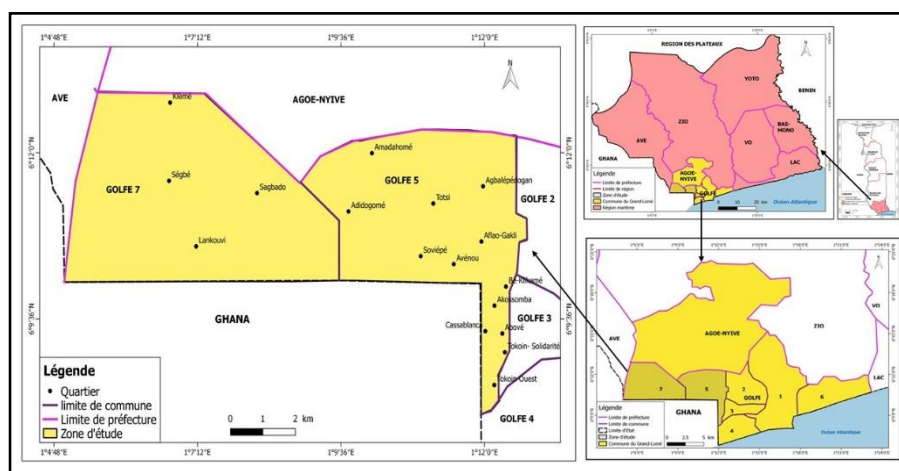
À l'aube du 21^e siècle, les villes des pays en développement, plus que d'autres, suscitent des inquiétudes particulières. En Afrique, le taux d'urbanisation a connu une augmentation spectaculaire ces dernières années. De 12% en 1950, il est passé à 30% en 1980 puis à 37% en 2000 soit un triplement en 50 ans (ONU, 2004, p. 9) et les prévisions révèlent que plus de la moitié de la population africaine sera urbaine d'ici 2050 (Banque mondiale, 2005, p. 26). Les expressions les plus couramment employées pour caractériser cette urbanisation rapide et spontanée sont : « urbanisation galopante », « urbanisation incontrôlée ».

Ainsi, sans être fortement aussi urbanisé que certains pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Gabon ou le Congo, le Togo connaît néanmoins, à l'instar de ses voisins, une évolution relativement rapide à partir de 1960 (K. G. Nyassogbo, 1984, p. 12). De 10% seulement en 1960, le taux d'urbanisation a atteint en 2010 environ 38% (4^e RGPH, 2010, p. 5) avec une extension considérable de l'espace urbain. Lomé, ville émanant principalement de la colonisation, est basée sur un modèle dual et ségrégatif caractérisé par de relations de dépendance entre un centre moderne où sont localisés les colons et la ville périphérique des « indigènes » où prévalent des modes d'organisation communautaire issus du monde rural. Ce modèle dual s'est complexifié à partir des indépendances (1960), avec une multiplication des quartiers n'ayant aucune reconnaissance officielle. Cette situation couplée avec les contraintes économiques n'est pas de nature à faciliter l'accès des populations des quartiers périphériques aux services urbains de base dont celui d'eau potable.

Comment se pose alors le problème d'accès à l'eau potable dans les quartiers de la banlieue nord-ouest de Lomé ? Quelles sont les difficultés d'accès à l'eau potable dans cette zone ? Quelles sont les conséquences liées à ce problème ? Et quelles stratégies se proposent les pouvoirs publics et la population pour l'amélioration des conditions d'accès à cette ressource dans ces quartiers périphériques ?

Outre le nord-ouest, les populations des quartiers du nord et de l'est de Lomé vivent les mêmes situations de vie similaire car les couches

Carte 1 : Situation du milieu d'étude



Le milieu d'étude se trouve dans la banlieue nord-ouest de Lomé. Il est situé entre 6°9'36 et 6°12'0 de latitude nord et entre 1°7'12 et 1°12'0 de longitude est. Il est limité au nord par la Préfecture d'Agoè-Nyivé, au sud par la République du Ghana, à l'est par la Préfecture de l'Avé et à l'ouest par les communes du Golfe 2 (Bè-Centre ; Golfe 3 (Bè-Ouest) et du Golfe 4 (Amoutivé). Il s'étend sur une longueur de plus de 20 km de Djidjolé à Akato viépé (à la frontière Kpaglou du Ghana) et sur une largeur de 5 km (Anawí E., 2008). Les deux communes renferment 30 quartiers dont 18 pour Aflao-Gakli et 12 pour Sagbado (MATDCL, découpage communal, 2019, p. 3). Le milieu d'étude compte une population de 294 385 habitants répartis comme suit : 108 857 habitants dans la commune du Golfe 7 (Aflao-Sagbado) et 185 528 habitants pour le Golfe 5 (Aflao-Gakli) (RGPH 1981, 2010 - G2 Conception International/ECAUH).

1. Méthodologie de recherche

Pour recueillir toutes les informations relatives à ce travail, deux techniques de collecte des données sont utilisées à savoir la recherche documentaire et l'enquête sur le terrain. La première a permis d'exploiter des documents dans les bibliothèques de l'Université de Lomé, du Centre de Recherche et de Documentation Félix Couchoro (CRD/FC, ex FLESH), de l'Unité de Recherche Démographique (URD), de l'École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme (EAMAU), à l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), les ouvrages, les articles, sur les sites internet. La seconde est utilisée pour recueillir des informations qualitatives et quantitatives au dépend des techniques telles que l'observation directe, les entretiens et l'enquête par questionnaire. L'objectif de cette étude est d'examiner les problèmes d'accès en eau potable auxquels sont confrontés les citoyens dans les quartiers périphériques. Le nombre total des ménages est 22 408, mais le ratio 1/50 a été pris pour un choix raisonné, $(22\,408 \times 1/50)$. Ce qui a permis d'obtenir 448 chefs de ménages à enquêter. Le dépouillement et le traitement de données ont été effectués par le logiciel SPSS mais la réalisation des graphiques est faite par le tableur Excel et le reste du document a été réalisé avec le logiciel Word et enfin le logiciel ArcView a permis de dessiner la carte.

2. Résultats et discussion

Les résultats issus de ce travail portent sur les facteurs de la dynamique démo-spatiale et les problèmes de sous-équipement périphériques en infrastructures sociales de base notamment l'accès à l'eau potable à Lomé.

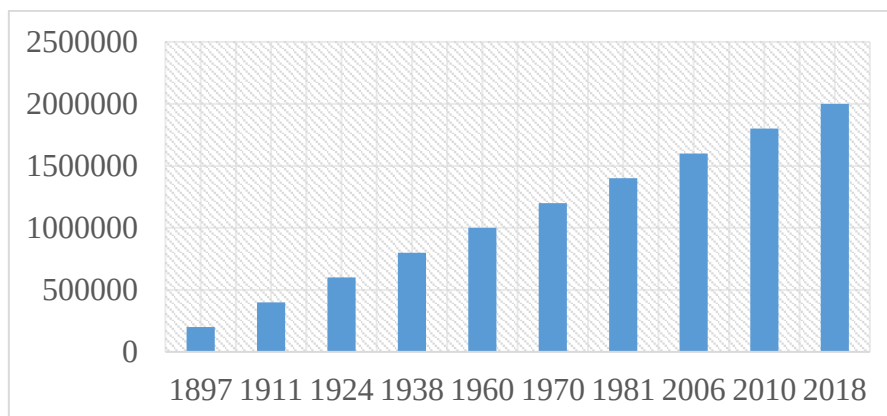
2.1. Les facteurs de la dynamique démographique et spatiale de Lomé

L'espace urbain se caractérise par sa taille démographique et sa superficie. Plusieurs facteurs expliquent la dynamique démo-spatiale de Lomé depuis son statut de capitale en 1897. Cependant, le milieu de notre étude a une population de 37 062 habitants (RGPH4, 2010, p. 35). L'absence des données démographiques par quartier lors des trois

premiers recensements respectivement 1960, 1970 et 1981 a conduit à utiliser les données de la ville Lomé pour la réalisation de ce travail.

2.1.1. Une démographie galopante

Au premier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH1, 1960, p. 8), la ville de Lomé comptait 85 000 habitants, soit 5,1 % de la population nationale et 55 % des habitants des sept communes urbaines définies pendant la période coloniale. Les deux recensements de 1970 et 1981 affichaient des effectifs respectifs de 190 000 habitants et 380 000 habitants. La population a doublé en onze ans. D'après le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH4, op. cit.), Lomé et son agglomération abritaient 1 500 000 habitants sur une population nationale de 6 191 155 habitants soit 24,28% de la population totale. Selon les projections du service de l'Institut National de la Statistique de Études Économiques et Démographiques (INSEED, 2019, p. 67), en attendant de nouveaux recensements, Lomé comptait en 2018 plus de 1 859 000 habitants. Le taux de croissance annuel est élevé, 2,8% par an à Lomé. Ce boom démographique est dû à la forte concentration des fonctions politiques, administratives, économiques, sociales et culturelles. La capitale togolaise est une ville macrocéphale, puisqu'elle représente plus de 70 % de la population urbaine du pays et de 25 % de la population du pays (RGPH4, 2010). Sur le plan des activités, près de 90 % des entreprises industrielles et commerciales y sont installées (Y. Marguerat, 1985, p. 166 ; K. G. Nyassogbo, 1993, p. 325-342, RGE, 2017) comme l'indique la figure n° 1 suivante.

Figure 1 : Croissance démographique de Lomé

Source : Inseed, 2018

La figure n° 1 montre l'évolution de Lomé depuis 1897, l'année où elle est devenue la troisième capitale coloniale du Togo jusqu'à ce jour. Cette croissance démographique entraîne un étalement spatial considérable.

2.1.2. La dynamique spatiale

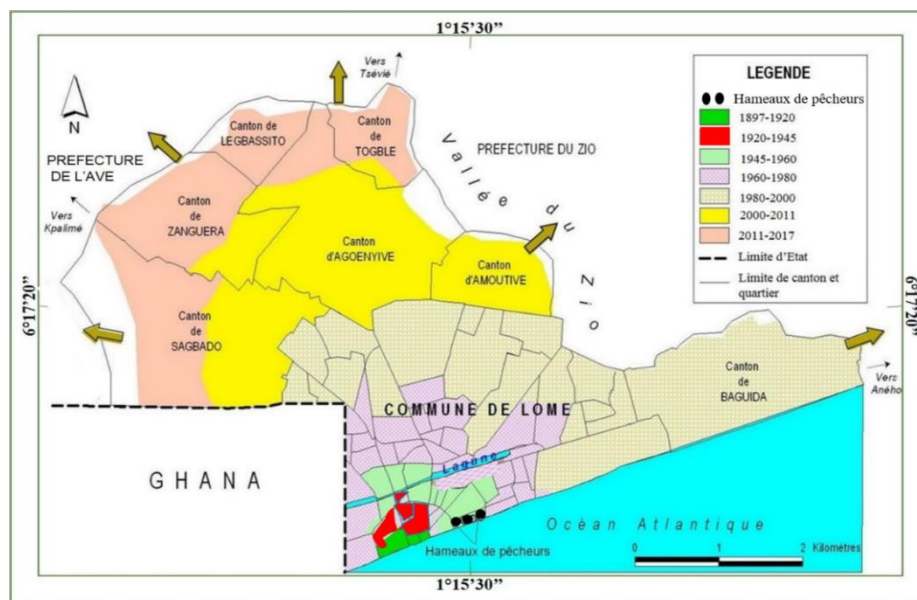
La croissance spatiale de Lomé est plus rapide que l'augmentation de la population urbaine. À titre d'exemple, au deuxième recensement (RGPH2, 1970) la ville de Lomé abritait une population de 190 000 habitants sur une superficie de 1 900 hectares. Au troisième recensement (RGPH3, 1981), Lomé compte 390 000 habitants sur une superficie de 6 000 hectares. La population a ainsi doublé en 11 ans alors que la superficie a triplé pendant la même période (Nyassogbo, 2010, p. 15). En 2019, la ville de Lomé s'étendait sur une superficie de plus de 35 000 hectares (carte 2).

La carte n°2 indique que l'extension spatiale de la ville de Lomé s'est faite de façon géométrique dépassant de loin les limites de la Préfecture du Golfe pour entrer dans les Préfectures des Lacs, d'Agoènyivé, de Zio et de l'Avé (Hétchéli, 2016 : 256 ; Dandonougbo, 2019 : 248).

Cet étalement spatial est dû à la mise en place des équipements lourds tels que le port, l'aéroport en périphéries et les migrations résidentielles qui ont suivi, mais aussi aux infrastructures routières et

aux équipements socio-collectifs de base comme le centre de santé, les écoles et l'électricité (Nyassogbo, 2010, p. 15-19). Ce qui fait que les gens ne trouvent plus d'inconvénients d'aller s'installer à Ségbé, Baguida, Legbassito ou Togblèkopé puisqu'on parle maintenant du grand Lomé. Avec l'avènement de la Société de Transport urbain de Lomé (SOTRAL), les coûts de déplacement intra urbain ont été réduits de moitié (150 FCFA) quelle que soit la distance. Alors que les frais de transport varient selon les distances des périphéries vers le centre-ville pour ceux qui prennent les voitures-taxis. Il est de 300 F CFA du centre-ville vers les zones péricentrales et 500 F CFA vers les zones périphériques d'après les prix fixé par la Direction des Transports Routiers (DTR, 2009, p. 17). Dans sa progression, la ville de Lomé ne respecte même plus les contraintes topographiques du site. La vallée de la rivière Zio a été envahie par les constructions malgré l'interdiction des responsables en charge de l'aménagement du territoire. La croissance démographique spectaculaire de Lomé a des répercussions sur les citadins.

Carte 2 : Extension spatiale de la ville de Lomé



Source : Inseed, 2018

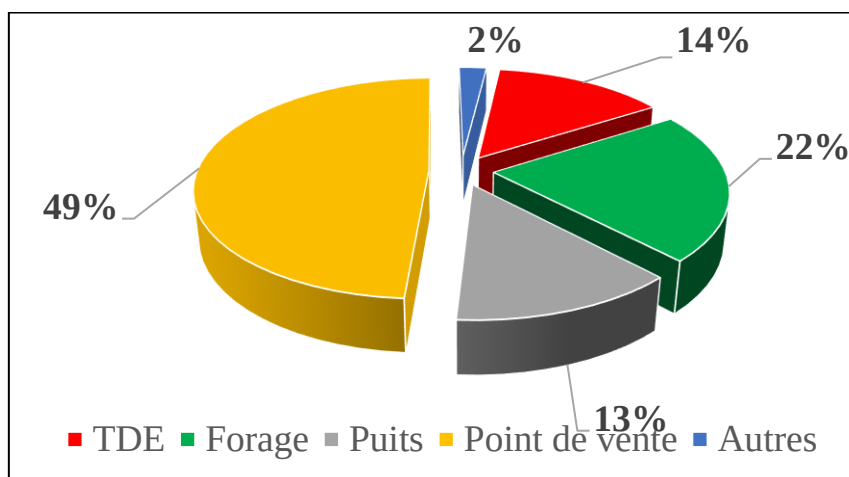
2.2. Accès difficile des populations vulnérables aux équipements socio-collectifs

La dynamique urbaine est caractérisée par le sous-équipement des périphéries. Dans ces espaces périphériques, les populations pauvres éprouvent des difficultés pour accéder aux services de première nécessité tels que l'eau et l'électricité.

2.2.1. L'accès difficile à l'eau potable

L'eau potable est une denrée très indispensable dans la vie quotidienne de la population car « l'eau, c'est la vie » dit-on souvent. En effet, une personne ou un ménage qui n'a pas accès à l'eau potable est considéré comme pauvre. « Un besoin aussi important que l'eau manque cruellement dans les quartiers périphériques en cours d'extension » (G. K. Nyassossogbo, 2005, p.7). Les enquêtes menées dans les quartiers de la banlieue nord-ouest de Lomé révèlent que chaque ménage a son lieu d'approvisionnement par rapport à son revenu.

Figure 2 : Répartition des ménages selon les sources d'eau



Source : Résultats de l'enquête, 2019

D'après la figure 2, 14% des ménages sont abonnés à la TdE et 71% s'approvisionnent aux forages et à des points de vente et 13% des enquêtés font recours à l'eau de puits. Mais dans l'ensemble, 84% des

ménages cherchent l'eau au niveau des points de vente, des forages et des puits dont les conditions hygiéniques sont déplorables. La population n'est pas totalement servie en eau potable et chaque ménage se débrouille pour accéder à l'eau. Les populations sont souvent victimes des maladies hydriques liées à des eaux insalubres telles que le choléra, la diarrhée, etc. Dans le Grand Lomé, « plus de quatre ménages sur dix utilisent le forage/puits équipés de pompe (43,4%) ; le robinet public extérieur (21,3%) et le robinet dans le logement ou la concession (14,5%) comme principale source d'approvisionnement en eau de boisson », (QUIBB, 2015, p. 29). L'analyse comparative avec la situation de 2011, dans le Grand Lomé montre un abandon de l'utilisation du robinet public extérieur (42,3% en 2011 à 21,3% en 2015) au profit du forage/puits équipé de pompe (25,4% en 2011 à 43,4% en 2015) comme principale source d'eau de boisson, (QUIBB, 2015, op. cit.). La planche photographique ci-dessous indique le lieu d'approvisionnement de l'eau par les ménages.

Planche 1 : Lieux d'approvisionnement d'eau des ménages



Photo 1A : Une jeune femme devant un puits à Logoté. Cliché Afeli, 2019



Photo 1B : Des filles recueillant l'eau directement dans un récipient sur la tête à Ségbé. Cliché Afeli, 2019

Les photos ci-dessus indiquent les lieux d'approvisionnement des ménages. Le sous-équipement des quartiers périphériques surtout en eau potable oblige les populations à se diriger vers les points de vente. Ce qui montre par ailleurs que tous les citoyens n'ont pas les moyens à

s'abonner auprès de la TdE, société mère. « La privatisation des bornes-fontaines est une opération qui n'arrange guère les ménages, vu que l'achat de l'eau potable occupe une part non négligeable de leurs revenus (65% des ménages font l'achat dont la bassine (20-25 litres d'eau) coûte 25 F CFA ou deux (2) bassines pour 25 F CFA dans certains quartiers de Lomé. La quantité d'eau utilisable quotidienne est fonction de la taille du ménage. Ceci impacte sur les revenus des ménages. Ainsi, nous pouvons conclure qu'elle est de nature à les plonger encore plus dans la pauvreté » (K. Apenuvor, 2000, p. 76). En dehors de l'eau potable qui est une denrée indispensable dans la vie de l'homme, l'électricité, l'assainissement, etc., constituent d'autres services urbains incontournables pour chaque citoyen. Mais y accéder est un parcours du combattant pour les citoyens pauvres.

2.2.2. La fourniture de l'électricité

Les villes d'Afrique subsaharienne connaissent une urbanisation désordonnée en raison de leur croissance démographique très rapide (Olvera, 2002, p. 148). La ville de Lomé n'échappe guère à cette situation. Elle est fortement marquée ces deux dernières décennies par « une croissance urbaine rapide et un mouvement intense de périurbanisation » (Y. Dziwonou, 2001, p. 1). Les projets d'extension en lotissement n'intègrent pas la dimension « viabilisation ». C'est toujours après l'installation des ménages sur les parcelles que les pouvoirs publics procèdent difficilement à la mise en place de certaines infrastructures sur quelques sites. L'électricité étant un signe important de modernité, d'urbanité et de développement. Les villes du Togo sont moyennement équipées en électricité. L'étude de la CEPOGI citée par (G. K. Nyassogbo, 2005, p.4), révèle qu'« à Lomé, deux tiers des concessions sont équipées en électricité. Le centre-ville et la zone périurbaine sont relativement privilégiés. Dans les zones d'extension récente, les lampes-tempêtes et les bougies sont les plus utilisées ».

L'électricité est une ressource énergétique incontournable dans la vie des citoyens. Elle est utilisée dans tous les secteurs d'activité : elle rentre de plus en plus dans les besoins quotidiens. Non seulement elle sert pour l'éclairage domestique et pour le fonctionnement de nombreux appareils électroménagers, elle est devenue aujourd'hui un outil indispensable pour de nombreuses activités économiques et

sociales (menuiserie, coiffure, couture, vulcanisation, restauration, etc.).

Toutefois, il se dégage que la population recourt à plusieurs sources d'éclairage. En effet, nos enquêtes révèlent que 53% des ménages ont accès à l'électricité par le branchement illicite auprès des cohabitants ou chez les personnes qui ont les compteurs CEET. Pour ceux qui se sont abonnés directement auprès de la société mère c'est-à-dire la CEET (Compagnie Energique Electrique du Togo) font 32%. Ce sont des chefs de ménage fonctionnaires, des chefs d'entreprise ... Dans le Grand Lomé, la proportion des ménages qui utilisent l'électricité comme principal mode d'éclairage est 91,0% et 76,8% chez les ménages des autres milieux urbains (QUIBB, 2015, p. 53). En dehors de la CEET, certains ménages (11%) utilisent encore des sources d'énergies primaires comme mode d'éclairage dans les ménages. Il s'agit des lampes à pétrole, de la bougie, des torches, plaques solaires, torches solaires et Cash power (15%). Il est, de nos jours, incontestable que Lomé la capitale n'est pas entièrement couverte en matière d'énergie électrique notamment les périphéries ; ce qui favorise le branchement illicite comme l'indique la planche ci-dessous.

Planche 2 : Branchement de toiles d'araignée dans le milieu d'étude



Photo 2A : Cables suspendus en forme de toile d'araignée à Klémé-Djigbé. Cliché Afeli, 2019

Photo 2B : Entrelacement des câbles électriques autour d'une habitation à Akato.



Source : Cliché Afeli, 2019

Les photos de la planche 2 montrent les raccordements électriques par les ménages avec des piquets de bois tous penchés vers la case. Les citoyens vulnérables sont dans l'obligation de négocier avec les détenteurs des compteurs CEET pour l'accès à l'électricité. Ils sont souvent victimes du prix du Kilowatt que les détenteurs fixent à leur propre gré malgré le prix auprès de la compagnie mère. Les zones d'extension récente de Lomé sont généralement sous-équipées en infrastructures socio-collectives telles que l'eau potable, l'électricité, les centres de santé, l'assainissement. Ce qui montre la défaillance des pouvoirs publics en charge de la gouvernance urbaine.

2.3. Discussion

Cette étude révèle que depuis son statut de capitale en 1897 couplé de l'accession à la souveraineté du Togo en 1960, Lomé connaît une croissance dynamique sans précédent. Le front d'urbanisation a phagocyté les villages et hameaux situés à des dizaines kilomètres du centre-ville. Les conséquences des zones d'extension récentes sont dues à l'absence des services urbains comme l'accès à l'eau potable par les

couches vulnérables. F. Bricout (1988, p. 65) s'est intéressé à l'accès à l'eau potable dans les villes d'Afrique Occidentale en comparant les problèmes de mobilisation et d'adduction que connaissent Ouagadougou et Abidjan. L'étude met à nu les difficultés auxquelles faisaient déjà face il y a près de 20 ans, les responsables du secteur pour assurer une desserte adéquate en eau aux populations. L'auteur souligne que la pauvreté est l'un des principaux facteurs limitant l'accès décent aux services d'approvisionnement en eau potable car elle oblige les populations à payer le strict minimum d'eau potable ou à se rabattre sur les points d'eau gratuits comme les puits.

Dans son ouvrage « La santé dans la ville, géographie d'un petit espace dense : Pikine (Sénégal) », G. Salem (1998, p. 19) s'inscrit dans la même perspective en montrant comment le sous-équipement en infrastructure d'eau potable de ce quartier de la banlieue dakaroise expose les populations aux problèmes d'eau. Il retient le faible niveau d'accès à l'eau potable comme un facteur de risque sanitaire, notamment diarrhéique très important. En abordant la question de la croissance urbaine à Bamako et les modifications de l'environnement qui en résultent, N. Remis-Thomas (1995, p. 82) révèle que les quartiers irréguliers sont très mal ou pas du tout approvisionnés en eau potable et subissent de ce fait « un calvaire quotidiennement renouvelé ». Il estime néanmoins que les difficultés d'approvisionnement en eau dans ces zones reposent surtout sur leurs configurations générales discontinues, très étalées et formées de nombreux espaces inoccupés (bas-fonds, terrains vagues, etc.).

Toutefois, l'incapacité des pouvoirs publics à desservir les quartiers périphériques en eau potable laisse la voie libre aux opérateurs privés qui font de l'eau un véritable objet vénal dans ces zones. Dès lors, l'eau revient plus chère aux pauvres des quartiers périphériques que les résidents des quartiers centraux. Les études de S. Dos Santos (2005, p. 39), montrent que le coût d'un litre d'eau à Ouagadougou peut-être jusqu'à dix fois moins cher pour un ménage disposant d'un robinet d'eau courante à domicile que pour un ménage faisant appel à un revendeur ambulant. Les eaux de forages, de puits, de pluies dont certains habitants de ces quartiers défavorisés s'en servent pour subvenir à leurs besoins se révèlent malheureusement sources d'importantes maladies. A. Gorter et al (1991, p. 62), soulignent à travers des études réalisées à Nicaragua que les enfants qui habitent les maisons où la disponibilité

en eau potable est faible ont un taux de diarrhée plus élevé (34%) que ceux qui bénéficient d'un meilleur approvisionnement.

C'est dans cet ordre d'idées que Ban Ki-Moon dans une étude du « India Institute of Medical Sciences », réalisée en 1996, établit un rapport entre la qualité de l'eau et les maladies diarrhéiques avant de conclure que : « les enfants de moins de 5 ans ont en moyenne trois épisodes de diarrhées par an, mais ceux vivant dans les zones irrégulières et n'ayant guère accès à l'eau potable en ont jusqu'à huit ». S'inquiétant toujours de la consommation des eaux de qualité douteuses en milieu urbain, S. Dioma (1990, p. 72), s'est intéressé à l'analyse des aspects sanitaires liés à l'approvisionnement en eau à Boromo (Burkina-Faso). Il relève que la consommation d'eau issue du réseau de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) est faible et que cette situation est imputable à des contraintes économiques (coût du service) mais aussi au nombre élevé de puits privés que les populations préfèrent utiliser. Or, en zone urbaine, l'eau des puits traditionnels est généralement impropre à la consommation (présence de coliformes en quantités supérieures aux normes préconisées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)). Il souligne que l'eau potable perd de sa qualité au cours de son circuit dans le réseau au cours du transport après sa collecte et pendant son stockage ; ce qui a pour conséquence, l'émergence de maladies hydriques notamment diarrhéiques.

En se penchant tous aux problèmes liés à la qualité de l'eau, le PNUD dans son rapport mondial de 2006, intitulé : « Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau », compare l'accessibilité à l'eau potable et à un assainissement adéquat à une arme de lutte contre les maladies hydriques. Selon cet organe onusien, l'eau et l'assainissement figurent parmi les médicaments préventifs les plus puissants dont disposent les gouvernements pour faire baisser le nombre des maladies infectieuses. Les investissements dans ce domaine sont aux maladies meurtrières telles que la diarrhée, ce qu'est la vaccination pour la rougeole. C'est dans cette logique que J-C. Klotchoff (1998, p. 59), réaffirme l'objectif du pouvoir public togolais qui est de « garantir 15 à 20 litres d'eau par jour et par habitant à la population rurale, 30 litres à la population urbaine aux bornes fontaines et 100 litres aux branchements particuliers respectivement pour Lomé et les autres centres urbains ».

L'accès à l'eau impropre par les citoyens dans les zones d'extension de Lomé est dû au coût prohibitif de l'abonnement à la TdE. Le prix élevé constitue le goulot d'étranglement qui entrave de façon considérable l'évolution du nombre d'abonnés privés et de revendeurs d'eau dans les quartiers périphériques. Estimé à 115 000 F CFA le prix d'abonnement à la Société Togolaise des Eaux (TDE), ce coût relativement élevé n'est pas à la portée des citoyens moyens de ces quartiers. Dans le but de permettre aux populations citadines d'avoir accès à l'eau potable certains auteurs pensent que les pouvoirs publics doivent œuvrer à la baisse du prix d'abonnement. Sous cet angle, P. Fonlladossa (2009, p. 83), estime que la baisse du coût de l'abonnement peut aider à développer l'accès à l'eau. Par ailleurs, il convient d'envisager la fixation d'un tarif unique pour la revente (B. Collignon et al, 2000, p. 105). On peut alors ainsi aboutir à une autorégulation et à une dépression sur les prix de cession de l'eau aux populations (S. Damorou, op. cit.).

Conclusion

Il ressort de cette étude que l'étalement spectaculaire de Lomé, une métropole ouest-africaine, n'est pas accompagné des infrastructures et des services urbains. Le manque d'équipements socio-collectifs tel que l'eau potable expose les populations à de graves dangers liés à la dégradation de l'environnement sous le regard inconscient des autorités. Les conditions de vie précaires dans les zones périphériques sont fatales à la vie, à la santé, aux valeurs sociales et morales car plus de 80 % des maladies dans la capitale togolaise et plus d'un tiers des décès sont dus à la consommation d'eau de mauvaise qualité. Aussi les gouvernants urbains devraient-ils tenir compte du sixième objectif du développement durable qui stipule : « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».

Références bibliographiques

AFELI Kossi, 2021, *Métropolisation et paupérisation dans les villes d'Afrique subsaharienne : étude de cas de la ville de Lomé*, Thèse de doctorat unique en Géographie urbaine-urbanisme et

- Aménagement, Département de Géographie, Université de Lomé, Lomé.
- BAN-KI Moon, 2000, « Symposium on the treatment of diarrhoeal disease current and future management of childhood diarrhea », in: *International Journal of Antimicrobial Agents*, p. 71-73.
- BIAKOUYE Kodjo Awussu, 2007, « Dynamique urbaine et mutations économiques et spatiales dans la périphérie nord de Lomé », in : *GERVAIS-LAMBONI P, NYASSOGBO K. (éds) : Lomé, Dynamiques d'une ville africaine, Karthala, Paris*, p. 151-167.
- BRICOUT Frédéric, 1988, *L'accès à l'eau potable dans les villes d'Afrique Occidentale : l'exemple de Ouagadougou au Burkina Faso*, Mémoire de DEA de géographie, Université Paris I.
- COLLIGNON Béatrice, VEZINA Michel, 2000, *Analyse du service de l'eau et de l'assainissement pour les populations pauvres de la Cote d'ivoire*, Paris.
- DAMOROU Solime, 2012, *Urbanisation de l'eau et Gestion de l'eau en milieu urbain subsaharien : Le cas de Dapaong à l'extrême nord du Togo*, Mémoire de DEA, Géographie urbaine, Université de Lomé.
- DIOMA Samuel, 1990, *Aspects sanitaires liés à l'approvisionnement en eau potable en milieu semi urbain, Le cas de Boromo*, Mémoire de Maîtrise de géographie, Institut National des Sciences Humaines et Sociales, Université de Ouagadougou.
- DOS SANTOS Stéphanie, 2005, *Enjeux socio-sanitaires de la quête de l'eau à Ouagadougou (Burkina Faso)*, Thèse de doctorat de démographie, Université de Montréal.
- DUBRESSON Alain 2003, *L'Afrique subsaharienne, une géographie du changement*, In Armand Colin.
- DZIWONOU Yao, 2000, *Croissance urbaine et mécanisme foncier. Contribution à l'établissement d'une géomantique cadastrale : le cas de la ville de Lomé*, Doctorat d'État es-Lettres et Sciences Humaines, Université de Lomé.
- FONLLADOSA Patrice, 2009, « Comment développer l'accès à l'eau pour les populations les plus défavorisées ? », in *Secteur privé et développement. Quel rôle pour le secteur privé dans l'accès à l'eau potable dans les pays en développement. ?*, *Revue de PROPARCO*, N°2, p. 20-22.

- GORTER Anna, SANDIFORD Peter, SMITH Georges Davey, 1991, *Approvisionnement en eau, assainissement et maladies diarrhéiques au Nicaragua : Résultats d'une étude cas-témoin*, in PubMed, Projet Eau, hygiène et assainissement.
- INSSD, 2010, *Recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH, 1-2-3-4)*, Togo.
- KLOTCHOKFF Jean-Claude, 1984, *Le Niger aujourd'hui*, Paris, Jeune Afrique.
- MARGUERAT Yves, 1984, *Les pratiques foncières à Lomé, 2^e synthèse provisoire*, in *Terre des uns, villes des autres : pratiques foncières*, vol.1, Bordeaux, CEGET.
- MARGUERAT Yves 1985, *L'armature urbaine du Togo*, in : *collection Etudes et Thèses*, n° 117, Paris, ORSTOM.
- MARGUERAT Yves, 1989, *Dynamique sociale et dynamique spatiale d'une capitale africaine : Lomé*, in : *Tropiques, lieux et liens*, Paris, p. 341-349.
- NYASSOGBOW KIAMIA Gabriel, 2005, *Services urbains, emplois et revenu dans la dynamique de développement des villes*, in : *jours nationales de la commune togolaise*, Sokodé du 14-16 sept. 2005. Edition 2005.
- NYASSOGBOW KIAMIA Gabriel, 1984, « L'urbanisation et son évolution au Togo », in *Cahier d'Outre-Mer*, N° 146 (37), p. 136-158.
- NYASSOGBOW KIAMIA Gabriel, 2007, « Intégration et ségrégation ethnique : le cas du quartier Adidogomé », in *Lomé, dynamique d'une ville africaine*, Paris, Karthala, p. 211-231.
- NYASSOGBOW KIAMIA Gabriel, 2010, « Les contraintes de l'étalement urbain ou l'absence de politique urbaine dans les villes du Togo : l'exemple de Lomé », in : *Ahôhohô, Revue de géographie du LARDYMES*, Université de Lomé, p. 106-125.
- OMS / UNICEF, 2005, *Water for life, making it happens*, Genève.
- ONU, 2004, *Données statistiques, Qu'appelle-t-on une grande ville en Afrique ?* New York.
- QUIBB-Togo, 2015.
- SALEM Gérard, 1998, *La santé dans la ville : géographie d'un petit espace dense, Pikine (Sénégal)*, Éditions Karthala et ORSTOM.